

DIRECTION DES SERVICES AGRICOLES DE SKIKDA

Un guichet unique pour la promotion du Rfig

Le crédit Rfig a été lancé dans la wilaya de Skikda. Il intervient en appui au renouveau de l'économie agricole et rurale, et suite aux mesures gouvernementales prévues dans la loi de finances complémentaire pour l'année 2008. Pour la circonstance, un guichet unique a été installé au niveau de la CCLS de Hamadi-Krouma, regroupant les représentants des principaux intervenants (CCLS, CNMA et Badr).

L'opération de dépôt de dossiers est en cours. Le financement touchera, selon le communiqué du ministère de l'Agriculture et du développement rural, «agriculteurs et éleveurs, à titre individuel ou organisés en coopératives, groupements, associations ou fédérations, unités de services agricoles, enteposeurs de produits agricoles de large consommation». Le montant alloué serait illimité, et ce, en fonction des capacités de production des régions et de la superficie agricole dont dispose le postulant. «Ce sera en moyenne 3 à 4 millions l'hectare», nous déclare le directeur de wilaya des services agricoles.

Le crédit est sans intérêts et est pris en charge dans sa totalité par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Sa durée est d'une année, période de la campagne. Les domaines couverts sont l'acquisition d'intrants (semences, plants, engrais, produits phytosanitaires...), d'aliment pour les animaux d'élevage (toutes espèces), de moyens d'abreuvement et de

produits médicamenteux vétérinaires, de produits agricoles à entreposer dans le cadre du système de régulation des produits agricoles de large consommation Surpalac. Selon les informations recueillies, 30 000 qx de semences sont disponibles et prêts à être livrés aux demandeurs potentiels, «une quantité largement suffisante. D'ailleurs, l'excédent sera transféré vers les régions limitrophes afin de combler le manque soulevé», selon notre interlocuteur. Et d'ajouter : «Une prise de conscience a été constatée au sein de la corporation des fellahs consécutivement aux actions de formation dans les instituts, de vulgarisation des différents dispositifs et de campagnes d'information et d'inspection lancées par nos services techniques. »

Actuellement, c'est la culture céréalière qui a été privilégiée au vu de sa primauté productive au niveau de Skikda. En témoignent les 40 000 ha (29 000 en blé dur, 6 000 en orge, 4 500 en blé tendre et 500 en avoine) disponibles sur le territoire

de la wilaya. Les indices de production en 2007 ont été avantageux, soit 600 000 qx. Les prévisions de 2008 sont de l'ordre de 623 000 qx, selon les termes du contrat de performance établi entre la DSA et le Madr. «Des avancés notables à mettre à l'actif de toutes les parties prenantes, ministère de tutelle, services agricoles et fellahs en l'occurrence. Il y a l'irrigation des céréales, la spécialisation des agriculteurs, l'augmentation de la production à travers la baisse de la TVA sur les engrais, les produits phytosanitaires et autre aliment du cheptel», explique le DSA.

D'autre part, le crédit aura pour autres crèneaux à couvrir l'acquisition de matériel agricole dans le cadre du crédit leasing, construction ou réhabilitation des infrastructures d'élevage et de stockage au niveau des exploitations agricoles, construction et installation de serres multi-chapelles, repeuplement ou peuplement des étables, bergeries et écuries. Des conditions ont été également précisées dans le communiqué transmis par la MADR aux services de la DSA. Tout bénéficiaire du crédit Rfig qui rembourse à l'échéance d'une année ouvre droit au paiement des intérêts par le Madr et à un autre crédit de même nature pour l'année suivante ; tout bénéficiaire du crédit Rfig qui ne rembourse pas à

l'échéance d'une année (prorogée de six mois en cas de force majeure) perd le droit de paiement des intérêts par le Madr et la possibilité de bénéficier de nouveaux crédits ; la banque conventionnée peut, à sa demande, bénéficier de l'appui des services techniques du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. «Nous espérons que le nombre de postulants soit consistant. Nous restons optimistes au vu des facilités accordées, telle la suppression de la légalisation notariale, une simple carte communale suffit largement.

A titre d'information, nous comptons 14 000 agriculteurs déclarés. Dans le passé, et à l'occasion de lancement de différents dispositifs, c'est la majorité qui répondait», conclut le DSA optimiste. Toutefois, un problème demeure posé : des perturbations dans la distribution et l'acheminement de l'unité Asmidal d'Annaba des engrais ; «la forte demande et les impératifs sécuritaires en sont les causes. Pour y remédier, nous envisageons de charger un organisme ou un agent agréé de la mission d'approvisionnement les demandeurs aux fins d'éviter la surcharge et les interminables files d'attente», selon toujours notre interlocuteur.

Zaid Zoheir

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

Conférence du D' Mélica Ouennoughi sur les déportés en Nouvelle-Calédonie

Séjournant ces jours-ci en Algérie dans le cadre de la participation à la Foire internationale d'Alger et invitée par la wilaya de Bordj-Bou-Arréridj, M^{me} Mélica Ouennoughi, chercheur en anthropologie historique et conservateur scientifique du musée de Bourail (Calédonie), a donné une conférence le jeudi 23 octobre 2008, au complexe culturel de Bordj-Bou-Arréridj, sur la déportation des Algériens en Nouvelle-Calédonie, suite à l'insurrection d'El-Mokrani et El-Haddad en 1871.

Devant une nombreuse assistance parmi laquelle le wali, le P/APW, le recteur du centre universitaire, des responsables locaux et professeurs, Mme Mélica Ouennoughi a évoqué sa recherche en anthropologie historique sur cette communauté algérienne vivant en Calédonie, recherche qu'elle a menée durant 5 années sur les lieux mêmes de la déportation.

Mme Ouennoughi a signalé, par ailleurs, les liens qui se sont établis entre les insurgés algériens, à leur tête Boumezrag, El-Mokrani et

les communards parisiens de 1871, déportés dans les mêmes bateaux et dans les mêmes conditions dans les bagnes de Calédonie.

Dans son ouvrage sur la question, qui sortira ces jours-ci en Algérie, Mme Ouennoughi apporte un éclairage complet sur cette douloureuse déportation basé sur l'étude des archives coloniales et les témoignages de leurs descendants et des chefs communards comme Louis Michel et Rochefort.

Layachi Salah-Eddine

PROJET DE RÉNOVATION DE LA VOIE FERRÉE ORAN-BÉCHAR

«Il sera livré dans sept mois»

Le projet de la voie ferrée Oran-Béchar (711 km), qui porte sur la rénovation de la ligne Mohammadia-Béchar, sera livré au plus tard dans sept mois, a annoncé le ministre des Transports, M. Amar Tou.

A noter que la ligne Mohammadia-Béchar, qui s'étend sur 661,6 km, englobe 10 gares, 5 passages gardés, 54 non gardés et 35 ouvrages d'art.

Lors d'une séance de travail ayant regroupé, vendredi soir à Béchar, les autorités locales et des cadres de son département ministériel ainsi que les directeurs généraux des principales entreprises en charge du projet, le ministre a mis l'accent sur une «meilleure coordination» entre les différents intervenants dans la réalisation de ce projet.

Une grande partie du projet en voie de réalisation enregistre un taux d'avancement de 51%, selon le DG de

l'entreprise Infrafer, qui a indiqué que le tronçon Béchar-Mechria sur une distance de 350 km (plus de 134 km localisés au niveau du territoire de la wilaya de Béchar) enregistre un taux d'avancement de l'ordre de 65%. Un taux jugé acceptable par les responsables de la direction du transport de la wilaya de Béchar. Les travaux de ce tronçon lancés en juillet 2004 pour un coût global de 43 milliards de dinars, réévalués à 51 milliards de DA, sont pris en charge par neuf entreprises spécialisées, dont trois étrangères, ont souligné les mêmes responsables. Toutefois, les champs de mines hérités de la période

coloniale et dont l'ANP a pris en charge leur déminage, ainsi que certains problèmes d'approvisionnement en matériaux de construction ont été à l'origine du retard des travaux, ajouter à cela les dernières intempéries qu'a connues la région, ont tenu à préciser les mêmes responsables du secteur du transport.

La ligne Oran-Béchar, une fois remise en service, sera d'un grand apport dans le développement du transport des voyageurs et des marchandises entre le nord et le sud du pays, estime un responsable local de la SNTF, qui a indiqué que le trafic de marchandises se concentrera sur le transport de carburant, des céréales et des lubrifiants.

A noter que M. Amar Tou s'est enquis vendredi en début de soirée à Béchar des travaux de pose de la voie et des traverses, de même que les

dégâts causés par les intempéries et les inondations des oueds à l'ancienne voie ferrée et à celle en réalisation sur un parcours de 10 km. Le ministre des Transports a préconisé, dans ce sens, de prendre en considération les données des dégâts causés par les inondations pour la rectification du tronçon afin d'éviter à l'avenir pareille situation. Pour ce qui est du tronçon endommagé par les inondations notamment dans la région frontalière de Beni-Ounif, M. Amar Tou a rassuré les responsables du secteur de sa en charge. Le ministre des Transports a, par ailleurs, annoncé la création prochaine d'une entreprise publique de transport urbain à Béchar dès l'attribution de locaux par la wilaya, et ce, a-t-il dit, pour le renforcement de ce type de transport à travers la ville.

APS

**SONELGAZ
DE RELIZANE
60 milliards de centimes de créances impayées**

Plus de 60 milliards de centimes, c'est le montant global inscrit sur le registre des créances impayées que devait récupérer la direction régionale de Sonelgaz de Relizane auprès de ses abonnés, apprend-on auprès de cette institution. Une partie de ces créances — 35 milliards de centimes — est détenue par l'ensemble des clients moyenne tension (industrie, administration...).

Les créances relatives aux travaux d'installations électriques et gazières réalisés par Sonelgaz, au profit de ses abonnés, sont estimées à 31 milliards de centimes. Afin de récupérer son argent, Sonelgaz, entreprise à caractère commercial, avait lancé une campagne d'envergure visant à sensibiliser ses clients afin de régler leurs factures.

Des procédures administratives conformes à la réglementation en vigueur sont entreprises par la société qui lance des mises en demeure sous forme d'avis de coupure, avec un délai, faute de quoi, des ordres de coupure seront adressés et exécutés, sans préavis, par les équipes habilitées. Les responsables envisagent de sensibiliser les abonnés à travers la presse écrite et la radio, et les invitent à se rapprocher des caisses des services commerciaux afin d'apurer leur situation.

A. Rahmane

**EL-TARF
Le faussaire de sceaux officiels sous les verrous à El-Kala**

La police des frontières terrestres, au niveau du poste d'El-Ayoun, jouxtant la frontière tunisienne, a appréhendé, mercredi dernier, le faussaire des sceaux officiels, selon un communiqué de la sûreté de wilaya. Recherché par les services de sécurité pour une affaire de faux et usage de faux, l'auteur tentait de traverser la frontière pour se rendre en Tunisie.

Présenté le même jour devant le procureur de la République près le tribunal d'El Kala, il a été mis sous mandat de dépôt.

Daoud Allam